

Développement des services sociaux d'une nation : ce que l'Angleterre a accompli en dix ans

Autor(en): **Stocks, Mary**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **44 (1952)**

Heft 11

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384786>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Développement des services sociaux d'une nation

Ce que l'Angleterre a accompli en dix ans

Par *Mary Stocks*, professeur d'Université

Novembre 1952 nous rappelle un événement survenu il y a juste dix ans et qui peut être considéré comme le troisième des grands jalons de l'édification des services sociaux dans l'Angleterre du XX^e siècle.

En 1909, le rapport minoritaire de Beatrice Webb sur les lois d'assistance publique suscitait une discussion générale autour de la possibilité d'« empêcher la misère » grâce à des services sociaux publics qui subviendraient aux besoins essentiels. En 1911, M. Lloyd George, envisageant le problème sous un autre angle, jetait les bases de l'assurance nationale en établissant un plan d'assurance-maladie pour les travailleurs payant une cotisation et, dans une certaine mesure, un projet d'assurance-chômage.

En 1942 enfin, lord Beveridge publiait son célèbre plan visant à réunir toutes les organisations fragmentaires d'assurance sociale en un projet unique, qui engloberait et élargirait les institutions existantes et serait administré par un seul service gouvernemental. Ce projet, qui couvrait toutes les classes de la communauté en ce qui concerne les risques variés affectant leurs ressources, était fondé sur la conception qu'en même temps le gouvernement appliquerait un plan national d'allocations familiales, établirait un service médical gratuit et mettrait en vigueur une politique financière visant à assurer le plein emploi de la main-d'œuvre disponible.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler l'accueil réservé à ce plan par un pays encore plongé dans l'anxiété et l'incertitude de la guerre. Il fut dès sa parution un grand succès de librairie. Des milliers de personnes le lurent, des millions en lurent des résumés dans la presse, des dizaines de millions en entendirent parler et, presque du jour au lendemain, le nom de Beveridge fut sur toutes les lèvres.

L'adulation dont il fut l'objet n'était point usurpée. Beveridge possède, outre une immense expérience d'administrateur, la faculté d'exposer ses idées avec une étonnante clarté. Par la suite, son projet n'avait rien d'un « plan de vie abstrait et intellectuel ne tenant aucun compte des lois les plus élémentaires de la vie ». Il était étudié dans ses moindres détails, dont les complexités administratives et les conséquences financières étaient présentées de telle manière que le projet apparaissait vraiment réalisable.

Introduction des allocations familiales

Il était réalisable et son application a suivi, dans l'ensemble, les grandes lignes établies par le rapport Beveridge. Le gouvernement national de M. Churchill fit le premier pas en créant, en 1944, un Ministère des assurances sociales qui assumerait la direction des diverses sections d'assurance dispersées dans trois services gouvernementaux. En 1945, un système national d'allocations familiales fut mis en vigueur. On s'accorda à voir là un triomphe personnel de Miss Eleanor Rathbone qui, après vingt-cinq ans de propagande acharnée, avait converti l'Angleterre à l'idée de cette réforme. En 1946, le gouvernement travailliste de M. Attlee réalisa les intentions de son prédécesseur en votant la loi sur les assurances sociales, qui applique le principe de l'assurance obligatoire pour toute personne ayant dépassé l'âge scolaire et n'ayant pas atteint l'âge de la retraite — ce que Beveridge avait en vue lorsqu'il proposait d'instituer une cotisation d'assurance unique couvrant tous les risques.

La même année, la loi sur le service national de santé créait un service médical gratuit indépendamment de l'assurance payante. Ce service couvrait la population tout entière de neuf mois avant la naissance jusqu'à la mort. Il s'avéra l'élément le plus discuté de tout l'édifice de l'Etat-providence, ce qui n'est guère surprenant, étant donné qu'il est venu transformer de fond en comble le fonctionnement, et bouleverser les traditions, d'un groupe professionnel fort ancien et solidement organisé. Toutefois, il est significatif que près de 95% de la population se soit empressée d'user du service médical gratuit, dont l'existence a apporté une certaine mesure de sécurité financière aux classes moyennes lourdement imposées.

L'Angleterre a encore à résoudre la crise du logement et peut-être aussi le problème d'assistance adéquate aux vieillards. Les plus importants des problèmes sociaux subsistant aujourd'hui sont cependant difficiles à résoudre, car ils naissent du comportement même des humains. Toutefois, la misère générale, comme celle que la génération précédente connut dans les « années noires » qui suivirent 1930, a maintenant disparu. La presse peut bien se lamenter sur l'« austérité » et voir dans le rationnement alimentaire une de ses manifestations; il n'en reste pas moins que le rationnement dénote plutôt un pouvoir d'achat largement réparti. En fait, en dehors de la pression imposée au niveau de vie des classes moyennes — le système de l'Etat-providence impliquant dans une grande mesure une redistribution des ressources nationales par une nouvelle répartition fiscale — il n'y a à proprement parler guère d'austérité dans l'Angleterre d'aujourd'hui. La masse de la population est mieux nourrie, mieux vêtue et jouit de distractions plus nombreuses que jamais et le taux de la mortalité infantile et maternelle est tombée à un niveau sans précédent.

Encouragement de l'effort

On a défini l'économie politique: la répartition de ressources limitées entre des objectifs différents. On oublie trop souvent que ceux qui allouent aux services sociaux une portion accrue des moyens limités de l'Angleterre doivent prêter une attention soutenue aux effets de cette opération sur l'effort individuel. Mais il faut aussi se souvenir que la peur de la disette et l'avidité au gain ne sont pas les seuls stimulants de cet effort: des esprits bien équilibrés dans des corps sains peuvent apporter une contribution fort appréciable aux ressources productives de la nation.

Lord Beveridge est certes en droit de considérer avec satisfaction une décade de la législation sociale constructive, car il peut être sûr que son succès de librairie de 1942 a joué un rôle primordial dans la tâche de « libérer du besoin » ses concitoyens. Il peut considérer avec une satisfaction plus grande encore les quatre décades précédentes de sa propre carrière d'économiste et d'administrateur, au cours desquelles il atteignit une maîtrise totale des problèmes de la structure sociale et économique, qui lui permit d'élaborer, en partant, des complexités et des possibilités latentes de cette structure, un plan vraiment réalisable.

Syndicalisme dans les démocraties populaires

Par *Jean Malara et Lucienne Rey*

I. Conquête des organisations syndicales par les communistes

Beaucoup a été dit et écrit, ces temps derniers, sur le régime de servitude imposé par les communistes aux travailleurs de l'Europe centrale et orientale.

Il semble cependant que décrire la situation actuelle ne suffise pas.

En effet, il arrive encore parfois d'entendre énoncer en Occident des propos du genre de celui-ci: « Est-on sûr que la classe ouvrière des pays, dits de démocratie populaire, n'ait pas voulu cette situation, qu'elle ne l'ait pas méritée? » Propos qui laissent percevoir l'ignorance — à la fois du mouvement syndical à l'étranger et des méthodes communistes.

Avant d'analyser l'emploi de ces méthodes à l'égard des peuples vivant de l'autre côté du rideau de fer, rappelons qu'il s'agit des pays dont certains avaient recouvré leur indépendance nationale après la guerre de 1914 à 1918. Malgré ce fait, peut-être même à cause